

## Groupe Local de Solidarités La Celle-Saint-Cloud/Louveciennes/Bougival et Marly- -Yvelines

**Franck Maurel / Candidat de Lutte Ouvrière /4<sup>ème</sup> circonscription des Yvelines**

Bonjour,

Dans votre courrier du 26 mai 2017, vous me demandez d'exposer ma position sur le problème de la pénurie de logements en Ile-de-France et de leur accessibilité aux plus démunis, ainsi que mon opinion sur les propositions que vous faites sur cette question.

Des millions de personnes des milieux populaires, qu'ils soient français ou étrangers, sont effectivement confrontés à ce scandale. Cette situation insupportable se produit pourtant dans l'un des pays les plus riches du monde.

Dénoncée depuis des lustres par des associations comme l'association Abbé-Pierre et la vôtre aussi, l'Etat montre qu'il est incapable d'apporter une solution, quel que soit le personnel politique au gouvernement.

Bien au contraire, la situation s'aggrave, la spéculation fait encore plus monter les prix des logements et des loyers, touchant non seulement les milieux populaires, mais l'ensemble du monde du travail.

Pendant que les spéculateurs, les capitalistes de l'immobilier et les banquiers s'enrichissent, les travailleurs, les retraités voient leur pouvoir d'achat se réduire, à cause des salaires et des pensions bloqués, à cause du chômage, mais aussi à cause de la part grandissante de leur revenu consacrée au logement. Or les capitalistes ne construisent de nouveaux logements que pour répondre à un marché solvable et lucratif, nullement pour satisfaire les besoins des quinze millions de personnes pauvres qui vivent cette situation, ni même ceux de la grande majorité des travailleurs. C'est le fonctionnement ordinaire du capitalisme.

Alors le problème est celui de la confrontation des intérêts du capital et ceux de la population laborieuse. Ce problème est évidemment national et même international.

Il ne concerne donc pas seulement la 4<sup>ème</sup> circonscription des Yvelines, même si le coût du logement dans cette circonscription est particulièrement élevé et rend pratiquement impossible à la plupart des salariés de s'y installer, malgré la présence de quelques cités HLM.

La première urgence serait de réquisitionner les logements vacants.

Le « législateur », comme vous l'appellez dans votre courrier, a déjà produit une loi de réquisition des logements vacants en 1945. Il y a aussi la loi DALO qui offre un droit au logement opposable.

Mais avant la vie des êtres humains, ce sont les intérêts de la propriété qui priment tant que la classe des propriétaires fonciers, les capitalistes, ce qu'on appelle la bourgeoisie, restent les maîtres de la société. Faire valoir ses droits à un logement bon marché et de bonne qualité, c'est s'opposer à la mainmise de la bourgeoisie sur la société.

La deuxième urgence serait qu'il n'y ait plus de « ménages à bas revenus ». Pour cela, il faudrait qu'il y ait du travail pour tout le monde, correctement rémunéré, avec des salaires qui ne soient pas en-dessous de 1800 euros nets.

Pour cela, il faudrait imposer la répartition du travail entre tous, sans que les salaires en pâtissent. Pour le financer, il faudrait prendre sur les profits mirobolants accumulés par les gros actionnaires des entreprises, les capitalistes petits et grands, et exercer un contrôle sur leurs comptes pour savoir où va l'argent et ce qu'ils possèdent exactement.

La troisième urgence serait de créer un véritable service public du logement pour que l'Etat construise en masse de bons logements sociaux, en réquisitionnant des terrains, y compris à Marly-le-Roi, à Louveciennes, à Chatou etc., et en embauchant directement la main-d'œuvre nécessaire et qu'il les loue à prix coûtant.

Alors, vos propositions, je n'en doute pas, partent d'un bon sentiment. Mais dans tous les cas, il s'agit de s'adapter à la situation telle qu'elle est. C'est accepter qu'il y ait encore des familles démunies, c'est aussi continuer à proposer des aides « incitatives » aux propriétaires sous forme de crédits d'impôt, c'est-à-dire, avec l'argent des contribuables et donc essentiellement des salariés. Les « solidarités » que vous proposez évitent finalement de faire payer ceux qui sont responsables de la situation : les riches, les capitalistes.

Elles contribuent aussi à semer des illusions sur la capacité des « législateurs » à réformer la société.

Le seul moyen d'en finir avec le mal-logement, serait que les travailleurs défendent directement leurs intérêts de classe, contre ce gouvernement et le grand patronat qui tire les ficelles, et qu'ils le fassent avec les armes dont ils disposent : les luttes sociales, les grèves et les manifestations de masse.

« Faire entendre le camp des travailleurs » était le sens de la candidature de Nathalie Arthaud à la présidentielle. Voter pour elle était le moyen d'exprimer sa conscience de classe.

Ma candidature se place dans la continuité de la sienne.

Bien cordialement

Franck Maurel